

# Abdellatif Jouahri prend le contre-pied du FMI

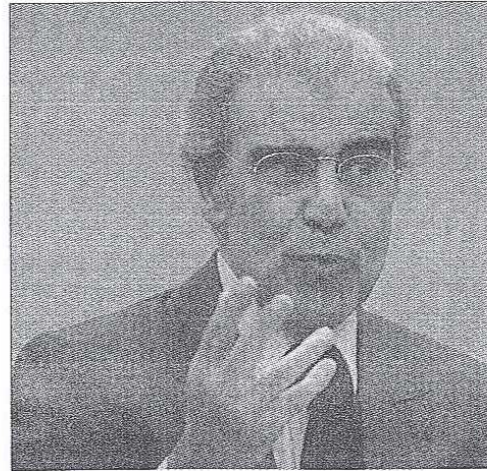
• La hausse du PIB devrait varier entre 2,5 et 3%

• Le déficit budgétaire à 30,7 milliards de dirhams à fin avril contre 20,3 milliards

• Le taux directeur inchangé à 3%

**B**ANK Al-Maghib (BAM) désavoue les prévisions de croissance du FMI. Alors que ce dernier tablait sur une hausse de 4%, la Banque centrale vient d'annoncer, au terme de sa réunion trimestrielle du mardi 17 juin, que le taux de croissance pour 2014 devrait osciller entre 2,5 à 3%. Une hypothèse qui s'explique par la baisse de la valeur ajoutée agricole alors que les activités non agricoles devraient s'améliorer pour se situer autour de 4%. En 2013, la croissance s'était établie à 4,4%, tirée par la progression de 19% de la valeur ajoutée agricole alors que l'agriculture a reculé de 2,3% contre 4,4% auparavant.

Le déficit commercial de biens poursuit sa baisse puisqu'il a atteint 84,9 milliards de dirhams à fin mai 2014 contre 83,2 milliards de dirhams à la même période de l'année écoulée. Malgré la baisse de 13,3% des expéditions de phosphates et dérivés, les exportations ont augmenté de 5,2%. Une hausse attribuée à la progression des exportations du secteur de l'automobile, dont les ventes ont atteint 17,5 milliards de dirhams à fin mai. En hausse de 37%. En



Sans surprise, Abdellatif Jouahri a maintenu inchangé le taux directeur (Ph. Bziouat)

parallèle, les importations ont crû de 3,6% en raison des approvisionnements en produits alimentaires, essentiellement le blé. Pour leur part, les recettes de voyages ont progressé de 3,2% au moment où les transferts des MRE ont reculé de 1,6% à cause de la situation de chômage vécue dans les pays d'accueil. Les investissements directs étrangers ont également dévissé de 18%. A fin mai, les réserves de changes représentent l'équivalent de 4 mois et 19 jours d'importations de biens et services. La situation ne devrait pas changer d'ici la fin de l'année.

Au terme des quatre premiers mois, le déficit budgétaire plonge puisqu'il atteint 30,7 milliards de dirhams à fin avril contre 20,3 milliards à la même période de 2012. L'aggravation du déficit s'explique par la hausse de 10% des dépenses globales, notamment celles de l'investissement qui ont

progressé de 50,1%. En raison de la décompensation de l'essence et de l'indexation des autres carburants, les dépenses de compensation ont reculé de 5,5%. Par ailleurs, les recettes ordinaires de l'Etat ont baissé de 0,1% à cause de la diminution de 23,7% des rentrées fiscales. Pour sa part, le produit fiscal a augmenté de 2% du fait de la hausse de 11,2% des recettes de l'IS. Selon les projections de la loi de Finances 2014, le déficit budgétaire devrait se situer à 4,9% contre 5,5% en 2013.

Sur un autre chapitre, la situation du marché de l'emploi au terme du premier trimestre s'est dégradée puisque le chômage s'est aggravé de 0,8 point de pourcentage à 10,2%.

Au plan des conditions monétaires, le taux moyen pondéré sur le marché interbancaire s'est situé à 3,03% en moyenne au

cours des mois d'avril et mai, en léger recul par rapport à la moyenne des trois premiers trimestres. Concernant les taux débiteurs, les résultats de l'enquête de BAM auprès du système bancaire au cours du premier trimestre indiquent une baisse de 56 points de base à 5,96%. Pour sa part, le taux de change effectif du dirham s'est apprécié d'un trimestre à l'autre de 0,57% en termes nominaux et de 0,34% en termes réels. Quant aux prix des actifs immobiliers, ils ont connu une légère hausse de 0,1% en glissement annuel au premier trimestre 2014. Au terme des quatre premiers mois, l'inflation s'est établie à 0,4% en moyenne, en ligne avec les prévisions de BAM. Par conséquent, au terme de sa réunion trimestrielle du mardi 17 juin, la Banque centrale a décidé de maintenir inchangé le taux directeur à 3%. □

H. E.